

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**SOGEFINANCEMENT**

Société par actions simplifiée au capital de 2 820 000 €  
Siège social : 53 rue du port – CS 90201- 92724 Nanterre Cedex  
394 352 272 R.C.S. Nanterre

**Comptes annuels approuvés par décisions des Associés en date du 31 mai 2021****I. – Bilan au 31 décembre 2020**

(En milliers d'euros.)

<b>Actif</b>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Caisse, Banques Centrales, CCP		
Créances sur les établissements de crédit ( notes 1 et 22 ) :	2 998 933	2 531 619
- A vue	204 890	333 982
- A terme	2 794 043	2 197 637
Créances sur clientèle ( notes 2 et 22 ) :	2 761 875	3 384 756
- Autres concours à la clientèle	2 761 875	3 384 756
- Comptes ordinaires débiteurs	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe (note 3 et 22)	760 259	1 073 149
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et activités de portefeuille ( note 4 )	0	0
Parts dans les entreprises liées		
Opérations de crédit-bail et opérations assimilées		
Immobilisations incorporelles ( note 5 & note 5bis)		
Immobilisations corporelles ( note 5 & note 5bis)		
Autres actifs ( note 6 )	19 346	21 729
Comptes de régularisation ( note 7 )	3 475	3 988
<b>Total actif</b>	<b>6 543 888</b>	<b>7 015 241</b>

<b>Passif</b>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Dettes envers les établissements de crédit (notes 8 et 22) :	6 147 094	6 656 180
- A vue	121	1 916
- A terme	6 146 973	6 654 264
Comptes créditeurs de la clientèle (note 22)	1 410	1 795
Autres dettes :		
- A vue - à faire	1 410	1 795
- A terme		
Dettes représentées par un titre :		
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		
Autres passifs ( note 9 )	56 353	66 861
Comptes de régularisation ( note 10 )	4 481	4 478
Provisions ( note 11 )	597	517
Capital souscrit ( note 12 )	2 820	2 820
Réserves ( note 12 )	282	282
Amortissements dérogatoires		
Subventions d'investissement		
Report à nouveau (note 12 )	225 379	168 409
Résultat de l'exercice (+/-)	105 472	113 899
<b>Total passif</b>	<b>6 543 888</b>	<b>7 015 241</b>

<b>Hors Bilan</b>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Engagements donnés		
Engagements de financement ( note 13 )		
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	1 944 803	2 095 319

Engagements sur instruments financiers		
Engagements de garantie		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		
Engagements d'ordre de la clientèle		
Autres engagements		
Autres engagements donnés	0	0
Engagements de garantie donnée sur opérations de crédits		
Engagements reçus		
Engagements de financement ( note 14 )		
Engagements reçus d'établissements de crédit	356 000	356 000
Engagements sur instruments financiers		
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissements de crédit	66 011	52 862

## II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)

	31/12/2020	31/12/2019
Produits et charges d'exploitation bancaire		
+ Intérêts et produits assimilés ( note 15 )	221 182	235 449
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	3 511	4 573
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	134 807	117 224
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations sur titres revenus fixes	82 864	113 652
+ Autres intérêts et produits assimilés		
- Intérêts et charges assimilées ( note 15 ) :	-21 649	-26 149
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-21 649	-26 149
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	0	0
- Autres intérêts et charges assimilées	0	0
+ Produits sur opérations de crédit-bail et opérations assimilées		
- Charges sur opérations de crédit-bail et opérations assimilées		
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits) ( note 16 )	38 930	40 968
- Commissions (charges) ( note 16 )	-30 035	-30 460
+/- Gains ou pertes sur opérations financières		
Autres produits et charges ordinaires		
+ Autres produits d'exploitation ( note 17 ) :	2 773	3 565
- Sur refacturations	2 649	3 332
- Sur produits divers de gestion courante	124	233
- Autres charges d'exploitation ( note 17 ) :	-488	-30
- Sur Quote-part d'exploitation faites en commun		
- Sur charges diverses de gestion courante	-184	-263
- Sur étalement surendettement	-304	233
Produit net bancaire	210 713	223 343
- Charges générales d'exploitation ( note 18 ) :	-17 670	-17 124
- Frais de personnel		
- Autres frais administratifs	-17 670	-17 124
- Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
Résultat brut d'exploitation	193 043	206 219
+/- Coût du risque ( note 19 ) :	-41 744	-37 662
Résultat d'exploitation	151 299	168 557
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
+/- Résultat ordinaire avant impôt :	151 299	168 557
+/- Résultat exceptionnel avant impôt ( note 20 )		
+/- Impôt sur les bénéfices ( note 21 et 21 bis )	-45 827	-54 658
+/- Résultat de l'exercice	105 472	113 899

### III. – Notes annexes aux comptes sociaux

#### I. – Information sur le choix des méthodes utilisées

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2020 ont été établis et présentés en conformité avec les dispositions des règlements comptables de l'Autorité des Normes Comptables applicables aux établissements de crédit dans le respect des principes de prudence, de l'indépendance des exercices et en préservant la continuité de l'exploitation.

Les états de synthèse sociaux sont en conformité avec le règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptable relatif aux états de synthèse individuels des entreprises relevant du CRBF et en conformité avec le règlement 2011-04 de l'ANC relatif aux primes sur dividende.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes de SOGEFINANCEMENT sont consolidés au niveau de Société Générale dont le siège se situe au 29 Boulevard Haussmann - 75009 Paris.

#### II. – Faits marquants

L'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire liée au COVID-19.

#### III. – Principes comptables et méthodes d'évaluation

Conformément au règlement 2014-07 de l'ANC :

##### **A. – Opérations sur les instruments financiers**

Sogefinancement ne gère plus d'opération sur instruments financiers depuis 2010.

##### **B. – Participation**

Suite au nouveau statut de Sogefinancement en société de financement, la société a été remboursée du certificat de dépôt.

##### **C. – Créances et dettes**

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de dépréciation enregistrée en déduction de cet encours pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances et les dettes rattachées sont évaluées suivant la méthode dite du prorata temporis.

L'octroi de crédits à la consommation est réalisé dans le cadre d'un process normé dont le score constitue la pierre angulaire. Les demandes de financement sont instruites via des outils d'acquisition qui collectent des données issues des bases internes et externes (Banque de France, base tiers, détection de fraude, gestion des refus récents...). Le dossier est soumis à un moteur de règles et de calcul de score. Les modèles de score font l'objet d'un monitoring trimestriel.

Par application du règlement ANC 2014-07, art 2221-1, il est distingué dans l'annexe les créances saines et les créances douteuses.

Les encours douteux sont les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Lorsque la contrepartie a plus de 90j d'impayés consécutifs ou lorsqu'elle est en période probatoire pendant 90j sans impayés
- Lorsque le contrat est restructuré avec un impayé de +30j consécutifs durant sa période de surveillance ou en défaut au moment de la restructuration
- Lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles que l'on peut conclure à l'existence d'un risque avéré.
- S'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie
- Lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme des encours douteux compromis. L'identification intervient à la échéance du terme.

Chaque client possédant un dossier répondant aux critères de défaut Bâlois verra tous ses dossiers déclassés en application du principe de la contagion, même si certains ne répondent pas encore aux critères de déclassement.

La contagion externe est appliquée sur les encours de l'activité pour les clients communs avec les entités du groupe Société Générale.

Les clients douteux et douteux compromis font l'objet d'une dépréciation par populations homogènes auxquelles sont appliquées des taux de dépréciation issus d'observations statistiques sur une longue période, pondérés en fonction des tendances récentes. Les montants d'encaissements prévisionnels sont actualisés sur la durée du recouvrement restant à courir au taux moyen initial de production des contrats.

Les clients surendettés, dans leur ensemble, sont positionnés en clients douteux et font l'objet d'une dépréciation actualisée. Seuls les dossiers qui ne sont pas contentieux ou surendettement peuvent, après régularisation de leurs impayés générant le déclassement initial, passer à nouveau en encours sain.

Les créances sont inscrites en pertes dès que leur irrécouvrabilité est prononcée. Celle-ci peut être déclarée dès lors qu'il est devenu impossible d'instrumenter le débiteur.

Dans tous les cas, ce constat est formalisé pour chaque créance.

#### ***D. – Disponibilités***

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

#### ***E. – Impôt sur les sociétés***

Sogéfinancement fait partie d'une intégration fiscale dont la société mère est la Société Générale (art 223 A à U du CGI). La convention d'intégration fiscale retenue est la convention de neutralité.

Cela signifie qu'en matière d'impôt sur les sociétés (ainsi que de contribution additionnelle et de contribution sociale sur les bénéficiaires), l'impôt est déterminé par Sogéfinancement comme en l'absence d'intégration fiscale.

Les montants ainsi calculés, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, sont dus à la société mère.

La convention d'intégration fiscale retient la conception selon laquelle, les économies d'impôts réalisées par le groupe grâce aux déficits, sont allouées immédiatement aux sociétés intégrées déficitaires.

#### ***F. – Opérations avec la clientèle***

Les frais de dossier entrant dans le champs de l'avis CRC 2009-03 en 2010 ainsi que le reversement fait à la Société Générale sont reclassés en produits nets d'intérêts sur opérations de crédit à la clientèle.

En application de l'avis CRC 2009-03, les commissions reçues et les coûts marginaux encourus lors de l'octroi d'un crédit sont étalés au prorata capital restant dû.

#### ***G. – Commissions***

La rubrique « commissions » comprend les commissions de placement et d'assurance qui sont reversées à la SOCIETE GENERALE.

#### ***H. – Avances et crédits accordés aux dirigeants***

Conformément à l'article 106 de la loi du 24/07/66, aucune avance ou crédit n'a été alloué aux dirigeants de la société.

Aucune rémunération n'a été versée aux dirigeants pour l'année 2020 par la société.

#### ***I. – Provisions pour risques***

Conformément au règlement 00-06 du CRC qui définit un passif, un passif éventuel et une provision, et qui prescrit leur comptabilisation, une provision est comptabilisée pour des risques et charges nettement précisées quant à leur objet, si :

- à la date de clôture l'entité a une obligation à l'égard d'un tiers,
- il est probable ou certain, à la date d'établissement des comptes, que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci après la date de clôture.

#### ***J. – Engagements donnés et reçus***

La garantie donnée par Sogefinancement à la Société Générale (avec remise en pleine propriété de crédits Expresso) en contrepartie du prêt à recours limité consenti par la Société Générale à Sogefinancement est enregistrée au hors bilan en engagement donné.

**K. – L'opération de titrisation Red and Black 2013**

L'opération, dont le lancement est intervenu le 08 octobre 2013, renouvelé en septembre 2016 et en octobre 2020 (avec un remboursement partiel des parts junior et la réserve générale en juin 2015 et un remboursement de la réserve générale en septembre 2016 et un ajustement des parts junior et de la réserve générale en octobre 2020), consiste à céder des créances à un Fond Commun de Titrisation (FCT) spécifiquement créé à cet effet et émettant des titres de différentes natures :

- des parts dites « sénior » pour un montant de 2 600 M€, disposant de meilleur rang d'allocation des disponibilités du FCT et notées AAA par au moins deux agences de notation. Elles sont souscrites par SGPM et paient un coupon à taux variable capé ;
- des parts dites « junior » pour un montant de 755 M€, souscrites par Sogefinancement ;
- des parts résiduelles pour un montant de 300 €, également souscrites par Sogefinancement, qui ont pour vocation d'attribuer au cédant la marge sur l'encours cédés.

Les fonds reçus consécutivement à la cession des créances au FCT sont replacés auprès de la Société Générale.

De ce fait, Sogefinancement conserve l'intégralité des refinancements mis en place avant la titrisation dans le cadre de l'adossé de la production.

La titrisation porte sur le portefeuille de crédits classiques Expresso dont les règles d'éligibilité doivent rendre possible l'opération à un maximum de créances tout en respectant les exigences réglementaires et la notation AAA de la tranche des parts « sénior ».

Le rechargement, mensuel (le 20 de chaque mois), s'étale pendant 48 mois.

Il est prévu durant cette période un processus de rachat de contrats au FCT pour les créances ne respectant plus les critères d'éligibilités ou passant en défaut (i.e. passage au contentieux ou en saisine de surendettement).

L'opération de titrisation est qualifiée d'interne auto portée, car le groupe Société Générale détient tout le refinancement du véhicule de titrisation.

Le montant du portefeuille titrisés à fin 12-2020 est de 3,355 Md €.

**L. – Gestion des crédits restructurés**

De nouvelles directives ont été données par l'European Banking Authority (EBA) en matière d'exposition non performante et de crédits restructurés dans le respect des obligations réglementaires et comptables IFRS auxquelles le Groupe est astreint, en particulier les nouvelles déclinaisons de la réglementation européenne « Bâle III » ou CRD IV.

Sont dits restructurés les financements dont le montant, la durée ou les modalités financières sont modifiées contractuellement du fait de l'insolvabilité de l'emprunteur (que cette insolvabilité soit avérée ou à venir de façon certaine en l'absence de restructuration) dans le but d'assurer la pérennité des paiements.

Le périmètre des crédits restructurés se décline en 3 populations :

- Les encours en défaut au moment de la restructuration : seront mis en période de forçage (période de probation) d'une durée minimale de 12 mois en défaut.  
La sortie est conditionnée par l'absence d'impayés
- Les encours en sain restructuré : A l'issue de la période de probation, une période de surveillance est appliquée durant 24 mois.  
Tout impayé de +30j entraîne un retour en défaut. La sortie est conditionnée par l'absence d'impayés
- Les encours sains au moment de la restructuration : seront mis en période de surveillance

Les principes habituels du provisionnement s'appliquent aux crédits restructurés :

- Provisionnement spécifique tant que la contrepartie concernée est maintenue en défaut bâlois (restructuré avec contrepartie en défaut)
- Provision base portefeuille pour les contreparties inscrites en Noms sous Surveillance (ou watch List) après leur retour en sain.

Les provisions « base portefeuille », contrairement aux provisions spécifiques, ne sont pas affectées à une contrepartie mais à un ensemble de contreparties qui ne sont pas en défaut.

**M. – Faits marquants**

L'exercice 2020 a été marqué principalement par la crise sanitaire liée au Covid-19 et les impacts tant en terme organisationnels qu'opérationnels.

Cette crise sanitaire a entraîné une baisse de l'activité commerciale.

**N. – Evènement post clôture**

Néant

## Note 1. – Créances sur les établissements de crédit

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020	31/12/2019
Créances à vue	204 890	333 982
Créances à terme (1)	2 794 043	2 197 637
Total	2 998 933	2 531 619

(1) Prêts à la Société Générale pour 2 792 973 K€

## Note 2. – Créances sur la clientèle

Eléments (En milliers d'euros.)	2020			2019		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Créances commerciales			0			0
Autres concours à la clientèle :	3 071 840	-309 965	2 761 875	3 700 087	-315 331	3 384 756
Crédits clientèle	2 436 684		2 436 684	3 026 904		3 026 904
Créances douteuses (1) (2)	328 812	-95 057	233 755	357 537	-97 303	260 234
Créances douteuses compromises	303 322	-214 908	88 414	312 093	-218 028	94 065
Créances rattachées	3 022		3 022	3 553		3 553
Comptes ordinaires débiteurs	0		0	0		0
Comptes ordinaires débiteurs	0		0	0		0
Créances rattachées						
Total	3 071 840	-309 965	2 761 875	3 700 087	-315 331	3 384 756

(1) Le montant des encours restructurés au titre de l'exercice 2020 s'élève à 38 944 K€

(2) La provision sur restructurés enregistrée au titre de l'exercice 2020 s'élève à 5 806 K€

## Dépréciations des Créances douteuses sur la clientèle

Eléments (En milliers d'euros.)	2019	Dotations	Reprises	2020
Créances douteuses	97 303	87 629	-89 875	95 057
Créances douteuses compromises	218 028	195 360	-198 480	214 908
Total	315 331	282 989	-288 355	309 965

Inclus les créances restructurés sans impayés, les saisines de surendettement et les impayés de plus de 2 mois

1) Le montant des pertes sur les créances douteuses constaté au titre de l'exercice 2020 s'élève à 9 185 K€

1) Le montant des profits sur les créances douteuses constaté au titre de l'exercice 2020 s'élève à 9 249 K€

2) Le montant des pertes sur les créances douteuses compromises constaté au titre de l'exercice 2020 s'élève à 58 139 K€

2) Le montant des profits sur les créances douteuses compromises constaté au titre de l'exercice 2020 s'élève à 11 228 K€

## Note 3. – Obligations et autres titres à revenu fixe

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020	31/12/2019
Parts de Fond Commun de Titrisation	755 000	1 071 500
Créances rattachées	5 259	1 649
Total	760 259	1 073 149

## Note 4. – Participations et autres titres détenus à LT

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020	31/12/2019
Titres	0	0
Total		

## Note 5. – Immobilisations incorporelles et corporelles

Néant

## Note 5 bis. – Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Néant

## Note 6. – Autres actifs

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020	31/12/2019
Etat, impôts et taxes	2	544
Groupe et Associés	1 145	1 344
Assurances	1 424	1 032
Dépôt de garantie	16 775	18 809
Débiteurs divers	0	0
Total	19 346	21 729

## Note 7. – Comptes de régularisation actif

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020	31/12/2019
Produits à recevoir - Assurances	3 436	3 941
Produits à recevoir - Divers	37	47
Divers	2	0
Total	3 475	3 988

## Note 8. – Dettes envers les établissements de crédit

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020	31/12/2019
Dettes à vue :	121	1 916
- Comptes ordinaires créditeurs	0	1 796
- Dettes rattachées	121	120
Dettes à terme :	6 146 973	6 654 264
- Emprunts et comptes à terme	6 144 793	6 651 336
- Dettes rattachées	2 180	2 928
Total	6 147 094	6 656 180

## Note 9. – Autres passifs

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020	31/12/2019
Fournisseurs	0	0
Etat, impôts et taxes	1 276	509



Créditeurs divers	46 422	55 102
Groupe et Associés	987	989
Assurances	7 541	10 258
Dépôts de garantie	127	3
<b>Total</b>	<b>56 353</b>	<b>66 861</b>

## Note 10. – Comptes de régularisation - Passif

<b>Eléments (En milliers d'euros.)</b>	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Produits constatés d'avance	503	615
Charges à payer	339	528
Produit à étaler	3 639	3 335
Divers	0	0
<b>Total</b>	<b>4 481</b>	<b>4 478</b>

## Note 11 : Provisions

<b>en milliers d'euros</b>	<b>2019</b>	<b>Dotations</b>	<b>Reprises</b>	<b>2020</b>
Provision pour risque sur engagement Hors Bilan	517	597	517	597
<b>Total</b>	<b>517</b>	<b>597</b>	<b>517</b>	<b>597</b>

## Note 12. – Les capitaux propres

<b>Eléments (En milliers d'euros.)</b>	<b>31/12/2019</b>	<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>Affectation du résultat</b>	<b>Distribution de dividendes</b>	<b>Autres variations</b>	<b>31/12/2020</b>
Capital	2 820					2 820
Primes d'émission						
Réserve légale	282					282
Réserves réglementées						
Réserves ordinaires						
Report à nouveau	168 409		113 899	-56 929		225 379
Amortissements dérogatoires cogénération						
Autres amortissements dérogatoires						
Résultat	113 899	105 472	-113 899			105 472
<b>Total</b>	<b>285 410</b>	<b>105 472</b>	<b>0</b>	<b>-56 929</b>	<b>0</b>	<b>333 953</b>

Le capital de SOGEFINANCEMENT est détenu par :

- SOCIETE GENERALE à hauteur de 80 % soit 141 000 actions de nominal 16 €
- FRANFINANCE S.A. à hauteur de 20 % soit 35 250 actions de nominal 16 €

**Composition du capital social**

<b>Catégories de titres</b>	<b>Nombre de titres</b>				
	<b>En début d'exercice</b>	<b>Créés pendant l'exercice</b>	<b>Remboursés pendant l'exercice</b>	<b>En fin d'exercice</b>	<b>Valeur nominale</b>
Actions ordinaires	176 250			176 250	16
Actions amorties					
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissements					

## Note 13. – Engagements donnés

Catégories d'engagements Eléments (En milliers d'euros.)	Au profit de :					
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres	Total
Engagements en faveur des E. C.						0
Engagements sur instruments financiers						
Opérations fermes de gré à gré						0
- Swaps de taux d'intérêt						
Opérations conditionnelles de gré à gré						0
- Caps, floor						
Engagements en faveur de la clientèle					1 944 803	1 944 803
Engagements de garantie						
- Garanties						0
- Cautions						0
Autres engagements						
- Autres engagements donnés (1)					0	0
- Engagements sur opé de crédits					0	0
Total	0	0	0	0	1 944 803	1 944 803

## Note 14. – Engagements reçus

Catégories d'engagements Eléments (En milliers d'euros.)	Accordés par :					
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres	Total
Engagements de financements						
- Reçus des établissements de crédit				356 000		356 000
Engagements sur instruments financiers						
Opérations fermes de gré à gré						0
- Swaps de taux d'intérêt						
Engagements de garantie						
- Autres engagements reçus					66 011	66 011
Engagements divers						
- Autres engagements reçus clients						
Total	0	0	0	356 000	66 011	422 011

## Note 15. – Intérêts et produits assimilés

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020	31/12/2019
Opérations avec les établissements de crédit (1)	3 511	4 573
- Intérêts sur compte ordinaire	0	0
- Intérêts sur compte et prêt	3 511	4 573
Opérations avec la clientèle (1)	134 807	117 224
- Intérêts reçus de la clientèle	134 807	117 224
Opérations sur titres (1)	82 864	113 652
- Intérêts sur titres placement	82 864	113 652
Total	221 182	235 449

(1) Dont intérêts courus à recevoir :

- Sur les prêts : 1 070 Keuros

- Sur la clientèle : 768 Keuros

- Sur titres de placement : 5 259 Keuros

## ote 15. – Intérêts et charges assimilés

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020	31/12/2019
Opérations avec les établissements de crédit (1)	21 649	26 149
- Intérêts sur compte ordinaire	1 267	405
- Intérêts sur compte et emprunts	20 382	25 744
- Intérêts sur Swaps		
Opérations avec la clientèle (1)	0	0
- Autres intérêts		
Autres intérêts et charges assimilées (1)	0	0
- Pertes sur instruments de taux	0	0
Total	21 649	26 149

(1) Dont intérêts courus à payer

- Sur les comptes ordinaires : 90 Keuros - Sur les emprunts : 2 180 Keuros

## Note 16. – Commissions

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020	31/12/2019
Produits de commissions sur :		
- Frais de gestion	60	44
- Assurances	35 676	36 983
Prestation de service - assurance	3 194	3 941
Total des produits	38 930	40 968
Charges de commission sur :		
- Assurances	28 290	29 146
- Commissions de placement	327	445
- Autres commissions	1 418	869
Total des charges	30 035	30 460
Commissions nettes	8 895	10 508

## Note 17. – Autres Produits d'exploitation bancaire

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020	31/12/2019
Autres produits d'exploitation bancaire	2 773	3 565
- Sur refacturation à Eurotitrisation	2 649	3 332
- Sur produits divers de gestion courante	124	233
Total	2 773	3 565

## Note 17. – Autres Charges d'exploitation bancaire

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020	31/12/2019
Autres charges d'exploitation bancaire	488	30
- Sur charges diverses de gestion courante	184	263
- Sur étalement de surendettement	304	-233
Total	488	30

## Note 18. – Autres charges générales d'exploitation

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020	31/12/2019
Honoraires (1) (2)	101	93
Impôts et taxes	5 615	4 893
Publicité, relations publiques	3	4
Refacturations sociétés groupe	9 834	9 930
Affranchissements	2 062	2 148
Divers	55	56
<b>Total</b>	<b>17 670</b>	<b>17 124</b>

(1) Ce poste enregistre à la fois les honoraires payés et refacturés par Sogefinancement, les montants refacturés sont légèrement inférieurs aux montants payés.

(2) Les honoraires des commissaires aux comptes pour l'année 2020 s'élèvent à 34 K€

## Note 19. – Ventilation du coût du risque

Eléments (En milliers d'euros.)	2020		2019	
	Sur créances	Sur opérations hors bilan	Sur créances	Sur opérations hors bilan
Pertes sur clients et débiteurs divers	-67 325		-130 633	
Dotations aux dépréciations sur clients et débiteurs divers (1-2)	-281 978		-283 242	
Provision sur engagement HB	-597		-517	
Reprises de dépréciations sur clients et débiteurs divers (1)	287 162		356 069	
Reprise sur provision sur engagement HB	517		505	
Profits sur clients	20 477		20 156	
<b>Total</b>	<b>-41 744</b>		<b>-37 662</b>	

(1) Conformément à l'article 2231-2 de l'ANC 2014-07, la reprise de dépréciation liée au passage du temps a été comptabilisée en coût du risque au lieu de l'effet de désactualisation.

(2) La provision sur restructurés enregistrée au titre de l'exercice 2020 s'élève à 5 806 K€

## Note 20. – Produits exceptionnels

Néant

## Note 20. – Charges exceptionnelles

Néant

## Note 21. – Impôt sur les bénéfices

Répartition (En milliers d'euros.)	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	151 299	45 827	105 472
Résultat exceptionnel			0
<b>Total</b>	<b>151 299</b>	<b>45 827</b>	<b>105 472</b>

## Note 21 bis. – Preuve d'impôt

Résultat comptable avant impôt	151 299
Taux d'impôt théorique	32,02 %
Charge fiscale théorique	48 446
Impact des charges définitives non déductibles	-2 619
Différence sur taux d'impôt	
IS contrôle fiscal	
Charge fiscale courante	45 827

## Note 22. – Emplois et ressources opérationnels ventilés selon la durée restant à courir

Eléments (En milliers d'euros.) Emplois	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Créances sur les établissements de crédit :						2 998 933
- A vue	204 890	0	0	0		204 890
- A terme	469	19 898	1 482 138	1 291 538		2 794 043
Créances sur la clientèle :						2 761 875
- Autres concours à la clientèle	-91 148	-198 800	2 880 853	170 970		2 761 875
- Comptes ordinaires débiteurs	0					0
Obligations et autres titres à revenus fixes			410 752	349 507		760 259
- Parts de Fond de Commun de Titrisation						760 259
Total	114 211	-178 902	4 773 743	1 812 015		6 521 067

Eléments (En milliers d'euros.) Ressources	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit :						6 147 094
- A vue	98	23	0	0	0	121
- A terme	590 584	1 465 294	3 686 665	404 430		6 146 973
Comptes créditeurs de la clientèle :						1 410
- A vue	1 410	0	0	0		1 410
- A terme						
Total	592 092	1 465 317	3 686 665	404 430		6 148 504

Opérations se rapportant à des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation

Rubriques	Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles la Sté a un lien de participation
Actif		
Créances sur les établissements de crédit	0	
Créances clients et comptes rattachées	116	
Passif		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (1)	923	
Résultat		
Charges (1)	9 834	
Produits	2 649	
Hors bilan		
Engagements donnés	0	
Engagements reçus	0	

(1) Dettes et charges de Sogefinancement vis-à-vis de FRANFINANCE SA, FRANFINANCE LOCATION et SOLOCVI au 31/12/2020 dans le cadre des conventions réglementées.

Les autres transactions réalisées avec les parties liées ont été conclues aux conditions normales de marché et ne sont donc pas reprises dans cette note.

#### Filiales et participations (En milliers d'euros.)

Néant

#### Identité des sociétés mères

Dénomination sociale - siège social	Forme	Pourcentage détenu
Société Générale - 29 boulevard Haussmann	Société Anonyme	80 %
Franfinance - 53, rue du Port - 92724 Nanterre Cedex	Société Anonyme	20 %

#### IV. – Proposition d'affectation du résultat 2020

	Avant affectation	Proposition affectation Résultat 2020	Après affectation
Capital	2 820		2 820
Réserves légales	282		282
Report à nouveau	225 379	52 773	278 152
Dividendes	0	52 699	0
Total	228 481	105 472	281 254

#### IV. – Résultats des cinq derniers exercices

Nature des indications	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020
I. – Capital en fin d'exercice					
a) Capital social (en euros)	2 820 000	2 820 000	2 820 000	2 820 000	2 820 000
b) Nombre d'actions émises	176 250	176 250	176 250	176 250	176 250
c) Nombre d'obligations converties en action					
II. – Opérations et résultats de l'exercice (en euros)					
a) Chiffre d'affaires hors taxes*	376 986 099	343 785 149	314 186 816	293 745 654	274 975 052
b) Résultat avant impôts amortissements et reprises de provisions	156 362 600	177 107 100	129 865 488	95 601 777	146 012 412
c) Impôts sur les bénéfices	51 069 945	71 236 515	53 865 199	54 658 067	45 827 383
d) Résultat après impôts amortissements et provisions	110 253 805	115 253 729	112 497 211	113 898 520	105 471 857
e) Montant des bénéfices distribués	110 156 250	57 457 500	56 223 750	56 928 750	52 698 750
III. – Résultats par action (en euros)					
a) Résultat après impôts mais avant amortissements et provisions	597	601	431	232	568
b) Résultat après impôts amortissements et provisions	626	654	638	646	598
c) Dividende versé à chaque action	625	326	319	323	299
IV. – Personnel	/	/	/	/	/
a) effectif moyen des salariés					
b) Montant de la masse salariale					
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux					

\* Chiffre d'affaire basé sur le déclaratif SURFI

#### V. – Affectation du résultat

La Collectivité des Associés constate que l'exercice 2020 se solde par :

- un bénéfice de : 105 471 856,86 €
- augmenté du report à nouveau créditeur de : 225 378 855,37 €

La Collectivité des Associés décide d'affecter comme suit le bénéfice distribuable de l'exercice 2020, qui s'élève à 105 471 856,86 € de la façon suivante :

- Distribution d'un dividende de 299,00 € par action, soit pour 176 250 actions : 52 698 750,00 €
- Report à nouveau : 278 151 962,23 €

Le dividende par action s'élève à 299,00 €, la mise en paiement devant intervenir au plus tard le 30 juin 2020.

Le dividende attribué aux actionnaires personnes physiques est éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158-3 du Code Général des Impôts. En revanche, le dividende attribué aux actionnaires personnes morales n'est pas éligible à cet abattement.

La Collectivité des Associés prend acte, qu'au titre des trois derniers exercices, il a été distribué les dividendes suivants :

Exercice 2017	326,00 €
Exercice 2018	319,00 €
Exercice 2019	323,00 €

## VI. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision collective des associés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Sogéfinancement relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

### Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné dans la note "Principes comptables et méthodes d'évaluation" de l'annexe aux comptes annuels, votre société constitue des dépréciations destinées à couvrir les risques de crédits inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et à l'appréciation des risques de non-recouvrement et leur couverture par des dépréciations.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

#### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence



d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

***Rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce***

Nous remettons au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous fournissons également au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce la déclaration prévue par l'article L.823-16 du code de commerce confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 11 mai 2021

Les commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG et Autres  
Vincent ROTY

Deloitte & Associés  
Pascal COLIN

**VII. – Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.